



PARIS2015
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
COP21 • CMP11

Conférence internationale des ministres et hauts responsables de la Défense
International conference of defence ministers and senior officials

Climat et défense : quels enjeux ?

The implications of climate change for Defence



Synthèse

Le 14 octobre 2015 / October 14th 2015
Paris - École militaire



MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE

Préface de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense

Preface by Mr. Jean-Yves Le Drian, Minister of Defence of the French Republic



Alors que la communauté internationale, et tout particulièrement la France, se mobilisait sur la question climatique à l'approche de la conférence Paris Climat 2015, j'ai souhaité organiser une conférence internationale des ministres et des hauts représentants de la défense du monde entier. En effet, le réchauffement climatique est un enjeu de paix et de sécurité autant qu'une question environnementale et de société.

Pour la première fois, une conférence internationale de niveau ministériel s'est réunie pour échanger sur les conséquences sécuritaires et de défense des changements climatiques affectant toutes les régions du monde, et sur les actions engagées afin de relever ce défi global. Un public fort de 600 représentants des institutions de défense, des administrations nationales et internationales, du monde académique et associatif et du secteur privé a ainsi pu prendre la mesure des préoccupations que suscite le changement climatique pour de hauts responsables politiques de la défense, et des mesures d'adaptation ou de prévention des risques qu'ils proposent ou mettent d'ores et déjà en œuvre.

Cette initiative sert non seulement à adresser un message fort de hautes autorités politiques responsables des questions de défense en faveur d'un succès de la conférence de Paris, mais aussi à enclencher une dynamique de dialogue et de coopération entre ministères de la défense du monde entier sur les questions climatiques et de sécurité. La proposition du Royaume du Maroc d'accueillir en 2016 la deuxième édition de ce cycle de rencontres, qui a reçu un accueil enthousiaste des ministres que j'ai réunis à l'issue de la conférence, permet de penser que nous disposons désormais du forum international adéquat à la fois pour éveiller les consciences sur l'importance des enjeux de sécurité liés au dérèglement climatique, mais également pour approfondir le dialogue et favoriser la coopération internationale, indispensable pour relever ce qui sera probablement l'un des principaux défis stratégiques du XXI^e siècle.

As the international community and particularly France were mobilised around the climate issue in the run-up to the 2015 Paris Climate Conference, I wished to organise an international conference of defence ministers and senior officials from all over the world. Global warming is as much a peace and security issue as an environmental issue of great concern for society.

This is the first time that an international ministerial-level conference has been organised to discuss the security and defence consequences of the climate change affecting all the regions in the world, and the actions undertaken to respond to this global challenge. It has enabled a large audience composed of 600 representatives of defence institutions, national and international administrations and the academic, non-profit and private sectors to take the full measure of the concerns that climate change raises for senior political officials in the defence sector and the adaptation or risk prevention measures that they propose or are already implementing.

This initiative serves not only to send a strong message from the top political authorities responsible for defence issues in favour of the success of the Paris Conference, but also to create a dynamic of dialogue and cooperation between defence ministers all over the world on climate and security issues. The proposal made by the Kingdom of Morocco to welcome the second edition of this cycle of meetings in 2016, enthusiastically received by the ministers I brought together here at the conclusion of this conference, suggests that we now have an international forum of sufficient weight to raise awareness of the importance of the security issues linked to climate disruption, but also to encourage more in-depth dialogue and international cooperation, essential to respond to what will undoubtedly be one of the main strategic challenges of the 21st century.



Sommaire - Contents



Message de M. François Hollande, président de la République française	5
Message from Mr. François Hollande, President of the French Republic	5
Message de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies	8
Message from Mr. Ban Ki-moon, Secretary General of the United Nations	9
Synthèse des discours d'ouverture des autorités françaises	10
Summary of Opening Remarks by the French Authorities	11
Table-ronde 1 : Pression sur les ressources naturelles et sécurité alimentaire	12
Round-table 1: Pressure on Natural Resources and Food Security	13
Table-ronde 2 : Événements climatiques extrêmes et sécurité humaine	14
Round-table 2: Extreme Climate Events and Human Security	15
Intervention de M. Smâïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine	16
Address by Mr. Smâïl Chergui, Commissioner for Peace and Security of the African Union	17
Table-ronde 3 : Quels impacts pour les politiques de défense ?	18
Round-table 3: What are the Implications for Defence Policy?	19
Table-ronde 4 : La défense verte, la voie à suivre ?	20
Round-table 4: Green Defence, the Way Forward?	21
Synthèse du discours de clôture de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense	22
Summary of the closing address by Mr. Jean-Yves Le Drian, Defence Minister of the French Republic	23
Communiqué du ministre de la Défense	24
Official statement from the Minister of Defence	24
Pays et organisations internationales représentés officiellement	25
Officially represented countries and international organisations	25

Message du Président de la République française

Message from M. François Hollande, President of the French Republic



La lutte contre le dérèglement climatique est le défi de ce siècle. La France se mobilise sans compter pour la COP21 et je me réjouis de cette première rencontre sur les enjeux de défense du changement climatique réunissant un si grand nombre de ministres et hauts représentants venant de tous les continents. J'y vois le signe d'une prise de conscience de la communauté internationale qui se transforme aujourd'hui en volonté d'action.

Je salue tous ceux qui ont répondu à l'appel de Jean-Yves Le Drian, les ministres naturellement mais aussi les personnalités politiques, experts, chercheurs et entrepreneurs. Vos échanges sont essentiels pour réfléchir aux modifications en cours et à venir de l'environnement stratégique afin d'adapter nos politiques de défense, nos organisations et nos armées à tous les niveaux.

Le constat est clair : le dérèglement climatique amplifie les risques de crises au niveau international. Mais la réflexion sur ces questions doit être approfondie notamment les mesures sur la contribution des ministères de la défense aux politiques de développement durable.

Je forme le vœu que se constitue une chaîne internationale entre ministères de la défense sur les questions climatiques et de sécurité pour développer des coopérations à un bon niveau.

Cette conférence permettra de progresser vers un monde plus sûr. C'est notre responsabilité et notre devoir.

François Hollande

Combating climate change is the challenge of this century. France is working tirelessly towards COP21 and I welcome this first meeting on climate-related defence issues, which is bringing together so many ministers and high representatives from all continents. I see this as a sign that the international community has grown fully aware of the situation and now wants to take action

I welcome all those who answered the call of Jean-Yves Le Drian - the ministers, of course, but also the political figures, experts, researchers and entrepreneurs. Your discussions are a crucial opportunity to reflect on current and future changes in the strategic environment, in order to adapt our defence policies, organizations and armies at all levels.

It is clear that climate change increases the risk of crises at international level. But we need to reflect more deeply on these issues, especially measures regarding the contribution of defence ministries to sustainable development policies.

I would like to build an international chain between defence ministries on climate and security issues, in order to develop a good level of cooperation.

This conference will help us progress towards a safer world. That is our responsibility and our duty.

François Hollande

Message de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies

Message from Mr. Ban Ki-moon, Secretary-General of the United Nations

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MESSAGE À L'ADRESSE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN MATIÈRE DE DÉFENSE

New York, le 14 octobre 2015



Je tiens à remercier le gouvernement français d'avoir organisé ce rendez-vous opportun sur un sujet d'importance cruciale pour les générations actuelles et à venir. Les impacts du changement climatique continuent de s'accroître à un rythme dangereux. Tant dans les pays riches que pauvres, les événements météorologiques extrêmes se font plus fréquents et plus intenses. Ils menacent de

provoquer une insécurité alimentaire généralisée et des crises humanitaires, y compris des déplacements massifs de populations.

De la Syrie au Sahel et au-delà, des millions de personnes sont de plus en plus souvent confrontées à des pénuries d'eau qui fragilisent les bases de la stabilité locale, nationale et régionale. Imaginez le défi qui nous attend le jour où des millions de personnes, vivant sur des territoires progressivement ravagés par le changement climatique, se mettront en quête de sécurité et d'une vie meilleure.

Il est clair que le changement climatique est un amplificateur des menaces. Il risque non seulement d'exacerber les conflits existants, au sein des États et entre eux, mais menace également directement la paix et la sécurité internationales.

Je me félicite de constater que de nombreux ministères de la défense et experts militaires du monde entier, dont ceux qui sont ici réunis, prennent la mesure du grave défi que représente le changement climatique et réfléchissent à ses conséquences en matière de sécurité. Beaucoup d'entre vous s'intéressent aussi à ce qui peut être fait au travers de solutions de « défense verte » comprenant l'évolution des infrastructures ainsi que des initiatives dans le domaine de l'énergie et des technologies.

Au-delà de ces contributions vitales, la prochaine conférence de Paris consacrée au changement climatique nous offre la solution politique la plus importante que l'on puisse adopter à l'échelle

mondiale. Il nous faut un accord ambitieux aux termes duquel tous les pays acceptent de réduire leurs émissions et d'adopter les mesures qui amélioreront leur capacité à faire face aux impacts inévitables du climat.

Je vous exhorte à faire entendre à vos dirigeants les bénéfices que la réussite d'un accord à Paris engendrera, pour tous les pays, en matière de sécurité. Cette semaine, par exemple, l'assemblée parlementaire de l'OTAN a publiquement appelé ses États membres à soutenir un accord climatique mondial ambitieux et contraignant à Paris.

L'accord attendu à Paris devra constituer un tournant dans la mobilisation de l'action climatique, au niveau qui s'impose, par les États et l'ensemble des secteurs de la société - y compris les institutions de défense du monde entier. Agir dès maintenant comporte de nombreux avantages en termes de réduction de la pauvreté, de développement durable, d'atténuation des risques et de consolidation des perspectives de paix et de stabilité.

À l'inverse, si nous échouons à réagir au changement climatique, non seulement nous serons confrontés à des obstacles insurmontables pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, mais nous risquons en outre de réduire à néant les efforts accomplis depuis des décennies en matière de développement, avec éventuellement de lourdes conséquences pour la sécurité.

Le prix de l'atermoiement pourrait s'avérer mortel. Le choix est clair. Nous disposons des connaissances et des outils permettant de conjurer les pires effets du changement climatique. Nous devons mobiliser la volonté politique afin de relever ce grave défi planétaire.

Je compte sur vous pour jouer un rôle moteur et vous souhaite de fructueux débats.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

THE SECRETARY-GENERAL

--

**MESSAGE TO INTERNATIONAL CONFERENCE
ON THE IMPLICATIONS OF CLIMATE CHANGE FOR DEFENSE
New York, 14 October 2015**

I thank the Government of France for organizing this timely meeting on a topic of crucial importance for this and future generations. The impacts of climate change continue to grow at a dangerous pace. Extreme weather events are more frequent and intense in rich and poor countries alike. They threaten to provoke widespread food insecurity and humanitarian crises, including massive population movements.

From Syria to the Sahel and beyond, millions of people face increasing water shortages, undermining the foundations of local, national and regional stability. Imagine the challenge that awaits us in the future, when millions of people living in places progressively ravaged by climate change seek safety and a better life.

It is clear that climate change is a threat multiplier. It not only threatens to exacerbate conflicts within and between States, it is itself a threat to international peace and security.

I am pleased to see that many defense ministries and military experts around the world, including those of you here, understand the serious challenge presented by climate change and are considering its security implications. Many of you are also focusing on what can be done by looking at solutions for 'green defense', including infrastructure changes, and energy and technology initiatives.

Beyond these vital contributions, the upcoming Paris climate change conference presents us with the most significant policy solution available on a global scale. We need an ambitious agreement in which all countries agree to curb their emissions and take action to strengthen their resilience to inevitable climate impacts.

I urge you to impress upon your leaders the security benefits that all countries will reap from a successful Paris agreement. This week, for example, the NATO Parliamentary Assembly issued a public call for its member governments to support an ambitious, binding global climate agreement in Paris.

An agreement in Paris must be a turning point in mobilizing climate action at the scale we need by governments and all sectors of society – including the world's defense establishments. The benefits of

acting now are multiple: for reducing poverty, promoting sustainable development, mitigating risks and strengthening prospects for peace and stability.

On the other hand, if we fail to deliver on climate change, we will not only face insurmountable challenges to achieving the Sustainable Development Goals, we risk rolling back decades of development efforts, with potentially grave security implications.

The costs of delay could be deadly. The choice is clear. We have the knowledge and tools to stave off the worst impacts of climate change. We must harness the political will to meet this grave global challenge.

I count on your leadership and wish you a productive discussion.

Synthèse des discours d'ouverture prononcés par les autorités françaises

Summary of Opening Remarks by the French Authorities



M. Laurent FABIUS, ministre des affaires étrangères et du développement international, a souligné l'étroitesse des liens entretenus par le dérèglement climatique et la sécurité internationale : agir contre le premier, c'est agir en faveur de la paix. En augmentant l'amplitude des sécheresses, le réchauffement climatique renforcera le risque de conflits pour la maîtrise de l'eau et des terres, ainsi que des déplacements massifs de populations. Ainsi, « le désordre climatique est porteur de désordre sécuritaire. Les sécheresses, les famines, les inondations provoquées par le réchauffement climatique pourraient constituer des facteurs majeurs de déclenchement des conflits pour les générations à venir. »

C'est pourquoi il est indispensable que la COP21 aboutisse à un accord ambitieux définissant l'objectif à atteindre – 1,5 degré ou 2°C au maximum d'ici la fin du siècle –, qui soit juridiquement contraignant et dispose d'un mécanisme solide de suivi des engagements pris, et soit accompagné de moyens financiers et technologiques importants, en particulier en faveur des pays en développement.

Mme Ségolène ROYAL, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, a estimé que « réduire nos émissions de gaz à effet de serre et mieux nous protéger contre les impacts du réchauffement climatique en mettant en œuvre des politiques d'atténuation et d'adaptation, c'est aussi prévenir les conflits et contribuer à la paix dans le monde ». Elle a en particulier souligné que « sécuriser l'accès à l'eau » constitue une dimension essentielle de la prévention des conflits, tout comme la mise en place de mécanismes d'alerte précoce participe à la prévention des effets des événements climatiques extrêmes. Les technologies de défense peuvent contribuer de façon très significative à ces mécanismes et, plus généralement, les industries de défense disposent d'un

« immense gisement d'innovations technologiques » susceptibles de contribuer aux politiques de développement durable et à la transition énergétique de nos sociétés.

Constant que « la famille humaine [était] aujourd'hui fortement mobilisée pour lutter contre le réchauffement climatique », M. Nicolas HULOT, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète, s'est félicité de la volonté des armées du monde entier de réfléchir à ces enjeux et d'apporter leur contribution à ce combat global. Il a souligné que si le réchauffement climatique n'était pas maîtrisé, nous allions passer d'un monde d'abondance à un monde de rareté et bientôt de pénurie, susceptible de générer une compétition violente pour l'accès aux ressources, des déplacements massifs de populations, un développement accru de la criminalité transnationale.

A l'inverse, « un monde qui aura largement renoncé aux énergies fossiles au profit d'énergies renouvelables et gratuites sera un monde plus juste et moins dangereux », la maîtrise des énergies fossiles ayant été une des causes des conflits passés. De même, un « monde qui saura réhabiliter ses sols et enrayer la désertification sera aussi plus sûr et moins exposé aux crises ». Car la réhabilitation de deux milliards d'hectares de terres dégradées, dont 500 millions de terres agricoles, permettrait d'absorber 75% des émissions de gaz à effet de serre ; ce serait « la mesure la plus puissante et la moins onéreuse pour faire de l'atténuation », ce qui aurait également pour effet d'agir sur les migrations et les conflits.

Pour M. HULOT, il s'agit ainsi de mettre en œuvre des réponses globales combinant atténuation, adaptation et prévention des conflits, auxquelles des institutions de défense peuvent naturellement contribuer de façon significative.



Pour en savoir plus / Get out more:
www.defense.gouv.fr/actualites/articles/climat-defense-les-discours-en-ligne

Mr. Laurent FABIUS, Minister of Foreign Affairs and International Development, stressed the very close links between climate disruption and international security: indeed, taking action against the first means acting in favour of peace. By increasing the incidence and scale of droughts, global warming will augment the risk of conflicts to gain control of water and land, along with massive displacement of populations. In effect, *«climate disruption can lead to security disruption. Drought, famine and the floods resulting from global warming can be major factors in triggering conflicts for future generations.»*

This is why it is vitally important that COP21 lead to an ambitious agreement defining the goal to be achieved – global warming kept to 1.5° or 2°C maximum by the end of this century –, that it be legally binding and is accompanied by a robust mechanism for monitoring the commitments made, together with substantial financial and technological means, particularly in favour of the developing countries.

Ms Ségolène ROYAL, French Minister of Ecology, Sustainable Development and Energy, estimated that *«reducing our greenhouse gas emissions and better protection against the impacts of global warming by implementing mitigation and adaptation policies also helps prevent conflicts and contributes to peace in the world.»* She stressed in particular that *«securing access to water»* constitutes an essential dimension of conflict prevention, in the same way that implementing early warning mechanisms helps mitigate the consequences of extreme climate events. Defence technologies can make a very significant contribution to these mechanisms, added to which, more broadly, the defence industries possess *«a huge reservoir of technological innovations»* capable of contributing to sustainable development policies and the energy transition of our societies.

Noting that *«the human family [was] today highly mobilised around the combat against global warming»*, Mr. Nicolas HULOT, special envoy of the French President for the protection of the planet, welcomed the determination of the armed forces across the world to reflect on these challenges and make their contribution to this global combat. He stressed the fact that if global warming is not controlled, we would move from a world of abundance to one of scarcity and, soon, shortage, likely to generate violent competition for access to resources, massive displacements of populations and an increase in transnational crime.

Conversely, *«a world that has largely replaced use of fossil energies by free and renewable energies will be a more just and less dangerous world»*, given that attempts to control fossil energies has in the past been one of the causes of conflicts. Likewise, *«a world that succeeds in remediating soils and stemming desertification will also be safer and less exposed to crises»*. The rehabilitation of two billion hectares of degraded land, including 500 million of agricultural land, would allow absorption of 75% of greenhouse gas emissions; it would be *«the most powerful and least costly measure for mitigating global warming»*, and would also have the effect of preventing migrations and conflicts.

For Mr. HULOT, this means implementing global responses combining mitigation, adaptation and conflict prevention, to which defence institutions can, naturally, make a significant contribution.

1

Table-ronde Round-table

DR. BENJAMIN BEWA-NYOG KUNBUOR

Ministre de la défense de la République du Ghana
Minister of Defence of the Republic of Ghana

MAHAMADOU KARIDJO

Ministre de la défense nationale de la République du Niger
Minister of National Defence of the Republic of Niger

IBRAHIM THIAW

Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour
l'Environnement
Assistant Secretary General of the United Nations and Deputy
Executive Director for the United Nations Environment Programme

MODÉRATEUR / MODERATOR:

Philippe ERRERA, Directeur général des relations internationales
et de la stratégie
Director General for International Relations and Strategy, Ministry of
Defence of the French Republic

PRESSION SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET ALIMENTAIRES

M. KUNBUOR a souligné l'importance de la question de la sécurité alimentaire, qui affecte plus de 800 millions de personnes à travers le monde, causant la mort de plus de trois millions d'enfants chaque année, constat absolument inacceptable. Malheureusement, cette situation pourrait perdurer en raison notamment de l'impact négatif du changement climatique sur l'environnement et les cultures, qui peut être ainsi considéré comme un amplificateur des risques de faim (*hunger-risk amplifier*) dans le monde. La situation alimentaire et climatique est très différente au Ghana selon qu'il s'agit du nord sahélien, de la savane centrale ou de la bande côtière, mais la surexploitation des ressources,



De gauche à droite / from left to right: Mahamadou KARIDJO, Benjamin Bewa-Nyog KUNBUOR, Ibrahim THIAW

la croissance démographique et les effets du changement climatique y ont pour effet commun de réduire les ressources alimentaires disponibles. Sur le plan sécuritaire, M. KUNBUOR a souligné la relation existant entre les zones d'insécurité alimentaire et les bassins de recrutement des groupes terroristes.

M. KARIDJO a souligné la vulnérabilité de son pays, dont les déserts couvrent les deux-tiers du territoire et gagnent chaque année jusqu'à 15km. Les changements climatiques, en accroissant le réchauffement et la dégradation des sols, font peser une menace sur des populations vulnérables, qui connaissent une croissance démographique encore très élevée et dont une partie migre vers les villes, ce qui a notamment pour effet d'accroître l'insécurité urbaine et de favoriser le recrutement des jeunes par des mouvements criminels et terroristes.

M. KARIDJO a appelé les pays développés à « être davantage présents aux côtés des pays pauvres à faible capacité de résilience face aux changements climatiques » et a « invité ses pairs de la sous-région ouest-africaine à une action d'ensemble pour élaborer en commun, dans les meilleurs délais, un concept stratégique prenant en compte la dimension climatique ».

M. THIAW a indiqué qu'aucune région du monde n'était aujourd'hui épargnée par des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, meurtrières et déstabilisantes pour les sociétés et l'économie, et qui provoquent des vagues migratoires massives. Il a mis en exergue la relation entre les conflits et les ressources naturelles (accès à l'eau, à la terre, aux ressources minières, forestières et animales), qui ont constitué un des facteurs déterminants dans 40% des conflits interétatiques depuis le milieu du siècle dernier. Depuis 1990, indique M. THIAW, « 18 conflits violents ont été financés, au moins partiellement, par des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles ».

Il a annoncé la conclusion d'un nouveau partenariat de l'Union européenne avec l'Union africaine, dont l'objectif est de prévenir les effets des changements climatiques sur la paix et la sécurité dans plusieurs régions du monde. Enfin, s'agissant de la contribution que les forces armées peuvent apporter à la sécurité environnementale, M. THIAW a insisté sur la nécessaire réduction de leur empreinte écologique, notamment grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs infrastructures et de leurs équipements, et s'est interrogé sur la possibilité d'une contribution de leurs services de renseignement à la lutte contre la criminalité environnementale.



W, Philippe ERRERA

PRESSURE ON NATURAL RESSOURCES AND FOOD SECURITY

Mr. KUNBUOR stressed the importance of the food security issue, which affects over 800 million people across the world and results in the death of over three million children every year, a situation which is totally unacceptable. Unfortunately, it may well persist, due in particular to the negative impact of climate change on the environment and crop production, which can also be considered as a hunger-risk amplifier for the world. The food and climate situation varies widely in Ghana, depending on whether we look at the northern Sahel, the central savannah or the coastal fringe, but over-exploitation of resources, demographic growth and the effects of climate change have the common effect in all these regions of reducing available food resources. On the security level, Mr. KUNBUOR stressed the correlation between areas of food insecurity and basins of recruitment for terrorist groups.

Mr. KARIDJO stressed the vulnerability of his country, where desert covers two-thirds of the territory and is gaining up to 15 km every year. Climate disruption, by increasing warming and soil degradation, presents a threat to vulnerable populations, which are still seeing strong demographic growth with a part of this population migrating to the cities. One of the major effects of this trend is to increase urban insecurity and facilitate recruitment of young people by criminal and terrorist movements.

M. KARIDJO called on the developed countries to «*be more active alongside poor countries with a low capacity for resilience against climate change*» and «*invited his peers in the West-African sub-region to take action together to formulate a common strategic concept that takes the climate dimension into account, as quickly as possible*».

Mr. THIAW indicated that no region in the world today was immune to increasingly frequent and deadly natural disasters that have a destabilising effect on societies and the economy and that cause massive waves of migration. He also highlighted the correlation between conflicts and natural resources (access to water, land and mining, forest and animal resources), which have been a crucial factor in 40% of inter-state conflicts since the middle of the last century. Mr. THIAW indicated that no region in the world today was immune to increasingly frequent and deadly natural disasters that have a destabilising effect on societies



and the economic
massive waves of
He also



highlighted the correlation between conflicts and natural resources (access to water, land and mining, forest and animal resources), which have been a crucial factor in 40% of inter-state conflicts since the middle of the last century. As Mr. THIAW indicated, since 1990 «*18 violent conflicts were financed, at least partly, by income generated by exploitation of natural resources*».

He announced signature of a new partnership between UNEP and the European Union, which aims to forestall the effects of climate change on peace and security in several regions of the world. Lastly, as concerns the contribution the armed forces can make to environmental security, Mr. THIAW emphasized the need to reduce their ecological footprint, notably by improving the energy efficiency of their infrastructure and equipment, and mooted the possibility of a contribution to the fight against environmental crime by their intelligence services.



2

Table-ronde Round-table

BERNARD SHAMLAYE

Ambassadeur de la République des Seychelles en France
Ambassador of the Republic of Seychelles in France

LENER RENAULD

Ministre de la défense de la République d'Haïti
Minister of Defence of the Republic of Haiti

JOËL BENAÏNDO TATOLA

Ministre délégué auprès de la présidence de la République du Tchad, chargé de la défense nationale et des anciens combattants
Minister delegate to the Presidency of the Republic of Chad, in charge of National Defence and Veterans

MODÉRATEUR / MODERATOR:

Hélène TREHEUX-DUCHENE, Directrice des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement
Director for Strategic Affairs, Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs and International Development

ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES ET SÉCURITÉ HUMAINE

L'ambassadeur SHAMLAYE a rappelé l'extrême vulnérabilité de son pays, constitué de 115 îles et dépendant essentiellement de la mer pour son développement. Le réchauffement climatique entraîne une augmentation du niveau de la mer, la hausse de sa température et de son acidité, qui menacent les récifs coralliens, l'agriculture côtière et pourrait provoquer le déplacement des ressources halieutiques. Parallèlement, l'augmentation du nombre et de l'intensité des événements climatiques extrêmes – comme la tempête tropicale Felleng en 2013 – cause des dommages humains et économiques très importants.

Au regard de ces menaces croissantes, la République des Seychelles appelle à ce que la COP21 aboutisse à un accord ambitieux et contraignant, l'Alliance des petites îles (AOSIS) dont elle est membre souhaitant que l'objectif commun soit de limiter l'augmentation globale



De gauche à droite / from left to right: Lener RENAULD, Joël BENAÏNDO TATOLA, Bernard SHAMLAYE, Hélène TREHEUX-DUCHENE

de la température à 1,5°C. Au niveau interne, les Seychelles mettent en place un système d'alerte précoce et les forces de défense participent à la structure nationale de réponse aux catastrophes. L'ambassadeur SHAMLAYE a enfin insisté sur l'importance du travail d'anticipation des effets du changement climatique sur la sécurité dans l'océan Indien.

La République d'Haïti « est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques » a déclaré M. RENAULD, le pays ayant été « victime de plus de 70 désastres majeurs entre 1900 et 2014 » (23 ouragans, 36 grandes inondations, 10 sécheresses et 6 séismes). Du fait du dérèglement climatique, le nombre et l'intensité des cyclones ont augmenté (35% de catégorie 4 et 5, contre 20% il y a quarante ans), tandis que la hausse du niveau de la mer menace les mangroves et les terres agricoles et que des sécheresses à répétition affectent la sécurité alimentaire. Le terrible séisme de 2010 (220 000 morts, un demi-million de déplacés), conjugué à ces changements climatiques systémiques sont autant d'obstacles au développement du pays. Dans ce contexte, Haïti a décidé la création d'une force de défense, qui participe à la politique d'adaptation au changement climatique, à la construction d'infrastructures résilientes et aux secours en cas de catastrophe naturelle. M. RENAULD souligne enfin l'importance de la coopération internationale, sans laquelle l'existence même d'Haïti après le séisme de 2010 aurait été durablement compromise.

Au Tchad, pays enclavé et dont plus de la moitié du territoire est désertique, les principales activités économiques que sont l'agriculture, l'élevage et la pêche de subsistance sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Alors que le désert a progressé de 150 km vers le Sud au cours des dernières décennies, réduisant la surface agricole et pastorale, la diminution considérable de la surface du lac Tchad – près de 90% entre 1962 et 2015 – constitue un phénomène extrêmement préoccupant pour la sécurité alimentaire de millions de riverains, a déclaré M. TATOLA.

Afin de lutter contre ces menaces environnementales, le Tchad s'est résolument engagé dans le développement de ceintures vertes, programme auquel participent les forces armées au travers d'activités de dépollution de zones minées, de protection de la faune et de lutte contre le braconnage ainsi que de reboisement et de lutte contre les coupes abusives de bois.



JX-DUCHENE

EXTREME CLIMATE EVENTS AND HUMAN SECURITY

Ambassador SHAMLAYE reminded the audience of the extreme vulnerability of his country, made up of 115 islands and dependent primarily on the sea for its development. Global warming is leading to a rise in the level, temperature and acidity of the sea, which endangers coral reefs and coastal agriculture and can cause displacement of fishing resources. In parallel, the increase in the number and intensity of extreme climate events – such as the tropical storm Felleng in 2013 – causes very substantial human and economic losses.

With respect to these growing threats, the Republic of Seychelles calls for COP21 to reach an ambitious and binding agreement. The Alliance of Small Island States (AOSIS) of which it is a member espouses a common target – limiting global temperature rise to 1.5°C. On the domestic level, the Seychelles has implemented an early warning system and the defence forces participate in the national disaster response structure. Lastly, Ambassador SHAMLAYE highlighted the importance of work to anticipate the effects of climate change on security in the Indian Ocean.

The Republic of Haiti «is extremely vulnerable to natural disasters and climate change» declared Mr. RENAULD, the country having been «the victim of more than 70 major disasters between 1900 and 2014» (23 hurricanes, 36 major floods, 10 episodes of drought and six earthquakes). As the result of climate disruption, the number and intensity of cyclones has increased (35% category 4 and 5 events, versus 20% 40 years ago), while rising sea levels endanger mangroves and farmland and repeated droughts threaten food security. The terrible 2010 earthquake (220,000 fatalities, half a million people displaced), combined with systemic climate change are all obstacles to the country's development. In this context, Haiti decided to create a defence force, which participates in the policy of adaptation to climate change, construction of resilient infrastructure and emergency response to natural disasters. Lastly, Mr. RENAULD emphasized the importance of international cooperation, without which the very existence of Haiti after the 2010 earthquake would have been durably compromised.



In Chad, a land-locked country, more than half of whose territory is desert, the main economic activities – agriculture, livestock breeding and subsistence fishing – are particularly vulnerable to climate change. While the desert has gained 150 km to the South over the last few decades, reducing the amount of land available for farming and livestock breeding, the considerable shrinking of Lake Chad – almost 90% between 1962 and 2016 – is an extremely worrying threat to the food security of thousands of local residents, declared Mr. TATOLA.

To combat these environmental threats, Chad has made a firm commitment to developing green belts, a programme in which the armed forces participate through a number of activities including landmine clearance, protection of fauna, combating poaching and over-cutting of wood, and reforestation initiatives.



Discours de M. Smaïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine

Address by Mr. Smaïl Chergui, Commissioner for Peace and Security of the African Union



« *Nous sommes entre climato-conscients* », s'est félicité M. CHERGUI dans un discours clôturant la matinée. Il a appelé au succès de la COP21, au développement de politiques de développement durable par les ministères de la défense et à la prise en compte du changement climatique dans l'anticipation et la gestion des crises.

M. CHERGUI a souligné que le changement climatique affectait d'ores et déjà la sécurité humaine, en particulier en Afrique et dans les pays les plus pauvres, qui risquait d'accroître les inégalités, les tensions internes et internationales et les mouvements migratoires. Même si les pays africains ont peu contribué au changement climatique global, « *l'Afrique ne se placera pas comme victime* » et souhaite prendre sa part à ce combat universel, dans le respect des « *principes d'équité et de responsabilité* ».

La Commission de l'Union africaine, dans le cadre de sa feuille de route pour l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix et de sécurité à l'horizon 2015-2020, a identifié le changement climatique comme l'un des nouveaux facteurs menaçant le continent. La Commission a ainsi entrepris d'ajuster son système d'alerte précoce par l'inclusion d'indicateurs spécifiques relatifs au changement climatique, tandis que la Force africaine en attente aura un rôle majeur à jouer en matière de réponse aux catastrophes naturelles.

M. CHERGUI a appelé les institutions de défense à participer aux efforts de développement durable et de protection de l'environnement – « *il faut tendre vers l'éco-défense* » a-t-il déclaré – et formé le vœu que la rencontre des hautes autorités de défense sur la question du changement climatique s'inscrive dans la durée.

In an address closing the morning session, Mr. CHERGUI applauded the fact that *«All of us are climate-aware players»*. He called for the success of COP21, promotion of sustainable development policies by defence ministries and integration of climate change in crisis anticipation and management.

Mr. CHERGUI stressed the fact that climate change was already affecting human security, particularly in Africa and the poorest countries, which threatened an increase in inequalities, internal and international tensions and migratory movements. Although the African countries have contributed very little to global climate change, *«Africa will not style itself as a victim»* and is keen to play its part in this universal combat, which should respect *«the principles of equity and responsibility»*.

The African Union Commission, in the framework of its roadmap for operational implementation of the African peace and security architecture from 2015 to 2020, has identified climate change as one of the new factors of risk for the continent. The Commission has also begun to adjust its early warning system by including specific indicators relating to climate change, while the African Standby Force will have a major role to play in responding to natural disasters.

Mr. CHERGUI called on defence sector institutions to participate in sustainable development and environmental conservation efforts, declaring that *«we need to work towards eco-defence»*, and expressed the wish that meetings between senior defence authorities on the issue of climate change would continue into the future.

3

Table-ronde Round table

JULIAN BRAZIER

Secrétaire d'État à la défense du Royaume-Uni
Parliamentary Under Secretary of State, UK Ministry of Defence

GÉNÉRAL PIERRE DE VILLIERS

Chef d'état-major des armées
Chief of Defence Staff, French Ministry of Defence

ABDELTIF LOUDYI

Ministre délégué auprès du Chef de gouvernement et chargé de
l'administration de la défense nationale du Royaume du Maroc
Minister Delegate to the Head of Government for the Administration
of National Defence of the Kingdom of Morocco

MODÉRATEUR / MODERATOR:

Patricia ADAM, Députée, Présidente de la Commission de la
défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale
MP, Chair of the French National Assembly's Committee on
National Defence and Armed Forces

QUELS IMPACTS POUR LES POLITIQUES DE DÉFENSE ?

M. BRAZIER a rappelé que le changement climatique était d'ores et déjà reconnu comme un « *amplificateur de la menace* » par la Stratégie de Sécurité Nationale britannique, ce qui appelle des réponses de plusieurs types. Au niveau global, il est indispensable que la COP21 parvienne à un accord vérifiable permettant de limiter l'augmentation de la température de la planète en-deçà de 2°C d'ici la fin du siècle. En matière de défense, il est important d'accroître la résilience des armées en analysant l'impact du changement climatique sur les infrastructures de défense et en adaptant certains équipements aux conditions extrêmes que pourrait favoriser le changement climatique, tout en réduisant la dépendance de la défense aux énergies fossiles. Sur le plan stratégique, M. BRAZIER a également souligné la nécessité d'une analyse de l'impact du changement climatique sur le contexte sécuritaire national et international, étape indispensable pour adapter les armées à leurs futures missions. Cette analyse peut être conduite au niveau national mais devra nécessairement déboucher sur des échanges et une coopération au niveau international.

Le Général DE VILLIERS a souligné que la question climatique et environnementale était d'ores et déjà présente dans nombre de



De gauche à droite / from left to right: Abdelatif LOUDYI, Julian BRAZIER, Patricia ADAM, GAR Pierre DE VILLIERS

missions confiées aux armées. Cela est particulièrement vrai lorsqu'elles conduisent des missions de secours et d'assistance aux populations frappées par des catastrophes naturelles, en appui des forces de sécurité civiles, que ce soit sur le territoire national ou à l'étranger. L'augmentation du nombre et de l'intensité des événements climatiques extrêmes devrait ainsi très probablement se traduire « *par une inflation de l'engagement des armées* », en raison de leur réactivité, de leur organisation et de leurs moyens humains et techniques. Les armées contribuent également à la protection de l'environnement lorsqu'elles participent à la surveillance des feux de forêt, qu'elles surveillent la zone économique exclusive ou encore lorsqu'elles effectuent des missions de police des pêches et de lutte contre la pollution volontaire en mer. Enfin, les questions d'environnement sont souvent présentes dans les crises sécuritaires internationales et parfois à l'origine de celles-ci. Pour le général de Villiers, il faut désormais considérer le « *réchauffement climatique comme un risque croissant pour nos intérêts, du fait de son pouvoir déstabilisateur* », ce qui peut avoir pour conséquence « *d'accroître encore un peu plus le volume des missions confiées aux armées* ».

M. LOUDYI a jugé que le changement climatique constituait d'ores et déjà un facteur aggravant des tensions et des risques internationaux, susceptible d'augmenter les flux migratoires mais aussi de nourrir l'extrémisme. Il a précisé que les forces royales marocaines étaient d'ores et déjà très actives en matière environnementale (lutte contre les feux de forêt et contre les acridiens) et très impliquées dans les opérations de secours et d'assistance aux populations en cas d'événement climatique extrême. Ces opérations se multipliant, des mesures nouvelles ont été adoptées aux niveaux national (exercices d'entraînement et de simulation, amélioration de l'interopérabilité interministérielle, pré-positionnement de moyens de secours, hôpitaux mobiles...) et international, comme l'illustre l'accord en matière de réponse aux catastrophes naturelles conclu entre son pays, l'Espagne et la France, qui permet d'échanger les bonnes pratiques et d'accroître l'interopérabilité. Jugeant cette expérience très positive, M. LOUDYI a souhaité que la question climatique soit désormais abordée dans le cadre du dialogue 5+5 pour la Méditerranée occidentale. Enfin, M. LOUDYI a proposé que son pays, qui accueillera la COP22 à Marrakech en 2016, organise une deuxième conférence des ministres de la défense sur le changement climatique afin de poursuivre une dynamique d'échanges et de coopération sur une question désormais centrale en matière de sécurité internationale.



WHAT ARE THE IMPLICATIONS FOR DEFENCE POLICY?

Mr. BRAZIER pointed out that climate change has now been recognised as a «*risk amplifier*» in the British National Security Strategy, which calls for several types of responses. On the global level, it is vital that COP21 reach a verifiable agreement making it possible to limit the rise in global temperature to below 2°C by the end of this century. As concerns defence, it is important to increase the resilience of the armed forces by analysing the impact of climate change on defence infrastructure and adapting certain equipment to the extreme conditions that might result from climate change, while also reducing the defence sector's dependence on fossil energies. On the strategic level, Mr. BRAZIER also stressed the need for analysis of the impact of climate change on the national and international security context, a crucial step for adapting the armed forces to their future missions. This analysis could be conducted on the national level but must also lead to exchanges and cooperation on the international level.

General DE VILLIERS stressed that the climate and environmental issue was already taken into account in many missions entrusted to the armed forces. This is particularly true when they are engaged on rescue and assistance missions to serve populations hit by natural disasters, in support of the civil security forces, whether on the national territory or abroad. The rise in the number and intensity of extreme climate events will very probably lead to «an increase in the engagement of the armed forces», in view of their capacity for quick reaction, their organisation and their human and technical means. The armed forces also contribute to environmental conservation when they participate in surveillance of forest fires, monitor the exclusive economic zone or carry out missions to police fishing activities and combat deliberate pollution at sea. Lastly, environmental issues are often at stake in international security crises and in some cases can be the cause of such crises. For General de Villiers, we must as of now consider «*global warming as a growing threat to our interests, given its destabilising impact*», which could result in «*a further increase in the number of missions entrusted to the armed forces*».

Mr. LOUDYI considers that climate change is already a factor that exacerbates international tensions and risks, likely to increase migratory flows but also to feed extremism. He pointed out that the Royal Moroccan Armed Forces were already very active on the environmental



front (fighting forest fires and locust invasions) and heavily involved in rescue and assistance operations to populations affected by extreme climate events. Given the increase in the number of such operations, new measures have been adopted on the national level (training and simulation exercises, improvement in inter-ministerial interoperability, pre-positioning of rescue means, mobile hospitals, etc.) and also on the international level, as illustrated by the agreement concerning response to natural disasters signed by Morocco, Spain and France, which allows exchange of best practices and greater interoperability. Deeming this experience very positive, Mr. LOUDYI expressed the wish that the climate issue would from now on be tackled in the framework of 5+5 dialogue for the western Mediterranean. Lastly, Mr. LOUDYI proposed that his country, which will host COP22 in Morocco in 2016, organise a second conference of defence ministers on the issue of climate change, so as to pursue a dynamic of discussion and cooperation on an issue that is now central to that of international security.



4

Table-ronde Round table

ALEJANDRO ALVARGONZALEZ

Secrétaire général de la politique de défense du ministère de la défense du Royaume d'Espagne
Secretary General for Defence Policy, Ministry of Defence of the Kingdom of Spain

CGCA JEAN-FÉLIX SOCKAT

Secrétaire général du ministère de la défense nationale de la République du Gabon
Secretary General of the Ministry of National Defence, Republic of Gabon

GIAOCCHINO ALFANO

Secrétaire d'État du ministère de la défense de la République italienne
Secretary of State for Defence, Republic of Italy

LEILA AÏCHI

Sénatrice, Vice-Présidente de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat
Senator, Deputy Chair of the Senate Committee on Foreign Affairs, Defence and Armed Forces

MODÉRATEUR / MODERATOR:

Nick BUTLER, Professeur au King's College de Londres
Visiting Professor at King's College London

LA DÉFENSE VERTE, LA VOIE À SUIVRE ?

Les ministères de la défense disposent généralement d'un important domaine foncier et sont souvent les principaux consommateurs publics d'énergie. A ce titre, ils portent une responsabilité spécifique et doivent contribuer activement aux politiques publiques de développement durable de leur pays.

Le commissaire général SOCKAT a rappelé que les forêts d'Amazonie et du bassin du Congo étaient les deux poumons de la planète et que leur préservation était essentielle pour l'humanité. Le Gabon joue à cet égard un rôle primordial et met en œuvre une « *défense verte* » de son couvert forestier qui représente 75% du territoire. Il a ainsi créé 13 parcs



De gauche à droite / from left to right: Alejandro ALVARGONZALEZ, Giacomino ALFANO, Leila AÏCHI, Nick BUTLER, CG

nationaux ainsi qu'une agence nationale des parcs nationaux dotée d'un bataillon d'éco-gardes. Le Plan global de sécurisation du territoire national intègre quant à lui tous les aspects sécuritaires en lien avec la protection de ces parcs : création d'une brigade de gendarmerie en appui des éco-gardes et sécurisation renforcée du parc de Minkébé, l'emprise nationale la plus importante, qui est victime de nombreux actes de braconnage.

Les questions liées à la réduction des consommations d'énergie mais aussi au recyclage des déchets et au respect de normes environnementales de plus en plus exigeantes sont quant à elles le plus souvent analysées sous l'angle de leur compatibilité avec les exigences opérationnelles propres aux activités militaires. Pour la sénatrice AÏCHI, cela n'empêche pas les représentants politiques écologistes et des hautes autorités militaires de partager un objectif commun de développement durable : éco-conception des équipements et des infrastructures, démantèlement des matériels de guerre, gestion responsable des espaces protégés. Elle a souligné l'intérêt du « *passport vert* » pour le recyclage des équipements de défense et souhaité que cette norme soit étendue au niveau international.

M. ALFANO a indiqué que la protection de l'environnement devait être considérée comme une priorité permanente de l'action publique, à laquelle la défense devait contribuer. Il a mentionné notamment le recours croissant de la défense italienne aux énergies nouvelles afin de réduire la dépendance aux énergies fossiles : avec 1,5 million de m² de panneaux photovoltaïques, le ministère de la défense italien dispose déjà d'une puissance installée de 67 MW. La Marine italienne expérimente également des biocarburants compatibles avec les spécifications techniques des carburants utilisés par l'OTAN et a intégré la logique d'éco-conception pour ses futurs navires. Enfin, le recours aux biotechnologies (phyto-remédiation) pour la dépollution des sols constitue une voie d'avenir pour les besoins civils et de défense.

M. ALVARGONZALEZ a rappelé que la Stratégie nationale de sécurité de 2013 considérait le changement climatique comme le premier amplificateur des risques à l'échelle internationale. La défense doit donc contribuer au respect de l'environnement et à la transition énergétique. L'importance du domaine foncier de la défense espagnole (plus de 150 000 hectares), expliquait l'engagement de son département en matière de respect des normes environnementales (Natura 2000), de gestion forestière, de lutte contre les feux de forêt et de protection des espèces. En matière d'énergie, outre une réduction de la consommation de pétrole, le ministère de la défense espagnol s'engage dans des projets d'éco-construction et de gestion des déchets.



CA Jean-Félix SOCKAT

GREEN DEFENCE, THE WAY FORWARD?

Defence ministries generally possess a substantial land bank and are often the main public consumers of energy. For this reason, they have a specific responsibility and must contribute actively to their country's public sustainable development policies.

Commissioner General SOCKAT reminded the audience that the forests of Amazonia and the Congo basin were the planet's two lungs and that preserving them is crucial for humanity. In this respect, Gabon plays a primordial role and is implementing a «green defence» of its forest cover, which represents 75% of the country's territory. Thirteen national parks have been created, together with an agency for national parks which fields a battalion of eco-rangers. Furthermore, the global plan to secure the national territory includes all the security aspects connected with protecting these parks: creation of a gendarmerie brigade to support the eco-rangers and stronger security in the Minkébé park, the largest of the state parks, which suffers from a high degree of poaching incidents.

The issues connected with reducing energy consumption but also with waste recycling and complying with the most stringent environmental standards tend to be analysed from the point of view of their compatibility with the operational requirements specific to military activities. For Senator AÏCHI, this does not prevent political representatives, ecologists and senior military authorities from sharing a common sustainable development goal: eco-design of equipment and infrastructure, dismantlement of war material, responsible management of protected spaces. She stressed the merits of the «green passport» for recycling of defence equipment and expressed the wish that this norm be adopted on the international level.

Mr. ALFANO noted that environmental conservation should be considered as a permanent priority of public action, to which the defence sector should contribute. He mentioned, notably, the growing recourse by the Italian defence sector to the new energies in order to scale down dependency on fossil energies: with 1.5 million sq. m. of photovoltaic panels, the Italian defence ministry already has an installed capacity of 67 MW. The Italian navy is also carrying out trials of biofuels compatible with NATO's technical fuel specifications and has integrated the eco-design approach for its future ships. Lastly, recourse to the

(phyto-remediation) for treating polluted soils is a promising avenue for both civil and defence requirements.

Mr. ALVARGONZALEZ noted that the 2013 National Security Strategy considered climate change to be the leading risk amplifier on the international scale. The defence sector should therefore contribute to environmental conservation and energy transition. The size of the Spanish defence ministry's land bank (more than 150,000 hectares), explains his department's commitment to compliance with environmental standards (Natura 2000), forest management, the fight against forest fires and the protection of species. On the energy front, apart from reducing its oil consumption, the Spanish defence ministry has embarked on eco-construction and waste management projects.



Synthèse du discours de clôture de M. Jean-Yves LE DRIAN

Summary of the Closing address by Mr. Jean-Yves Le Drian, Defence Minister of the French Republic



M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la défense, a rappelé que, dans un monde de plus en plus interdépendant, l'insécurité des uns affecte la sécurité de tous, qu'ils soient voisins ou plus éloignés. Or, le changement climatique constitue un défi mondial qui concerne chacun d'entre nous dès à présent, même s'il est vrai que son impact est particulièrement fort dans les pays en développement, et appelle des réponses globales et de chacun de nous, des institutions de défense notamment. Car le dérèglement climatique affecte notre sécurité, que l'on songe à la hausse du niveau des océans, à l'intensité croissante des événements climatiques extrêmes, à la sécheresse ou aux inondations qui menacent la sécurité alimentaire de populations vulnérables, qui sont ainsi conduites à se déplacer en nombre croissant. Pour M. LE DRIAN, s'il n'est « pas établi que les changements climatiques sont directement et à eux seuls responsables du déclenchement d'un conflit, il est clair qu'ils contribuent à aggraver la situation économique, sociale et politique dans certains pays » ; à ce titre, ils peuvent favoriser l'apparition de crises internes elles-mêmes susceptibles de déboucher sur des crises régionales et internationales.

Pour M. LE DRIAN, les institutions de défense sont très directement concernées par ces changements majeurs, à la fois parce qu'elles peuvent apporter leur contribution aux politiques publiques de développement durable, mais aussi parce qu'elles sont impliquées, sur le terrain, dans des missions de restauration de la paix et de la sécurité. En matière de développement durable, il a indiqué que son ministère s'est déjà fortement mobilisé et a adopté en 2012 une stratégie qui décline des actions en matière de préservation de l'environnement, d'économie d'énergie, de développement des énergies renouvelable, de recyclage des déchets et de conception écologique des équipements et des infrastructures.

Si ce volet de la défense verte est très important, il ne recouvre qu'un aspect des implications du changement climatique pour les institutions de défense. En effet, l'ampleur et la diversité des défis soulevés par les changements climatiques sur le plan sécuritaire, au niveau national et international, rendent nécessaires l'élaboration d'une « nouvelle cartographie des risques » et une analyse globale de leur incidence sur les fonctions stratégiques définies par le Livre blanc, en particulier les fonctions connaissance-anticipation, protection, prévention et intervention. Pour M. LE DRIAN, cette analyse approfondie pourra alors « déboucher sur un plan d'action stratégique ».

Mais cette analyse ne peut être conduite isolément dans chacun de nos pays, a-t-il estimé, et c'est pourquoi la conférence « climat et défense » contribue de façon essentielle à l'objectif de mobilisation internationale sur des enjeux et des défis globaux, qui ne pourront être relevés qu'au travers d'actions de coopération. Aussi, M. LE DRIAN a-t-il indiqué que la réunion des ministres et de leurs représentants organisée à l'issue de la conférence visait essentiellement à évoquer les pistes de progrès et de coopération envisageables afin que s'engage « une dynamique durable de dialogue et de concertation au niveau international entre les ministères de la défense sur les questions climatiques et de sécurité ».



Mr. Jean-Yves LE DRIAN, Minister of Defence, reminded the audience that in an increasingly interdependent world, insecurity in one country affects the security of all, whether neighbours or more distant countries. Climate change constitutes a global challenge that now concerns each and every one of us - even if it is true that its impact is particularly strong in developing countries – and calls for global responses from each player, particularly defence institutions. Climate disruption compromises our security, whether in terms of rising sea levels, the growing intensity of extreme climate events, and droughts or floods that endanger the food security of vulnerable populations, which are then forced to migrate in increasing numbers. For Mr. LE DRIAN, while it has «not yet been established that climate change is directly and solely responsible for triggering conflicts, it is evident that it contributes to exacerbating the economic, social and political situation in certain countries»; from this angle, it can foster the emergence of internal crises that may themselves lead on to regional and international crises.

For Mr. LE DRIAN, defence institutions are very directly concerned by these major changes, both because they can make a contribution to public sustainable development policies, but also because they are involved, on the ground, in peace-keeping and security missions. In the field of sustainable development, he indicated that his ministry is already strongly mobilised and adopted, in 2012, a strategy of different actions for preserving the environment, making energy savings, developing renewable energies, waste recycling and eco-design of equipment and infrastructure.

While this green defence approach is very important, it covers only one aspect of the implications of climate change for defence institutions. Indeed, the scale and diversity of the challenges resulting

from climate change on the issue of security, both nationally and internationally, make it essential to formulate a «new mapping of risks» and carry out a global analysis of their impact on the strategic functions defined by the White Paper, in particular the knowledge-anticipation, protection, prevention and intervention functions. For Mr. LE DRIAN, this in-depth analysis could then «lead on to a strategic action plan».

However, he believes that this analysis cannot be carried out in an isolated manner in each individual country, which is why the «climate and defence» conference makes a vital contribution to the goal of international mobilisation around the global stakes and challenges, that can only be met through cooperative actions. Mr. LE DRIAN therefore indicated that the meeting of ministers and their representatives organised at the end of the conference is aimed primarily at identifying the avenues for progress and cooperation that can be envisaged so as to usher in «a sustainable dynamic of dialogue and consultation on the international level between defence ministries around climate and security issues».

Communiqué du ministre de la Défense

Official statement from the Minister of Defence

Ce mercredi 14 octobre, une conférence internationale des ministres de la Défense consacrée aux enjeux de défense et de sécurité liés aux changements climatiques s'est tenue à l'Ecole militaire. Elle a été présidée par M. Jean-Yves Le Drian qui recevait ses homologues et représentants ministériels de 33 pays ainsi que de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine.

Les débats ont permis d'échanger sur les conséquences stratégiques des changements climatiques dans la plupart des régions du monde, et de partager les expériences sur les mesures d'adaptation nécessaires en termes de veille stratégique, de participation des ministères de la Défense aux politiques publiques de développement durable et sur le plan opérationnel.

A l'issue de débats fructueux, les premiers du genre au niveau international entre un grand nombre de hauts responsables politiques des questions de défense, s'est tenue une réunion des ministres, afin de tirer les conclusions de la conférence et d'examiner les mesures susceptibles d'être prises au niveau national, régional et international afin de tenir compte des changements en cours et à venir.

Parmi les conclusions générales, le ministre de la Défense retient en particulier :

- l'expression d'une inquiétude partagée concernant l'impact des changements climatiques sur la sécurité internationale, jugée d'ores et déjà patente et susceptible de jouer un rôle majeur dans l'évolution du contexte sécuritaire et stratégique dans plusieurs régions du monde, d'aggraver voire de provoquer des crises intérieures et internationales ;
- un appel au succès de la 21^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui se tiendra prochainement à Paris. Pour prévenir les effets négatifs du dérèglement climatique sur la sécurité internationale, il est indispensable que les parties à la Convention adoptent un accord universel et ambitieux afin d'éviter un réchauffement de la planète au-delà de 2°C à l'horizon 2100 ;
- la nécessité d'une participation des ministères de la Défense aux politiques publiques de développement durable, notamment via des mesures en faveur de la transition énergétique et du respect de l'environnement ;
- le souhait de développer les échanges institutionnels sur ces questions, notamment en désignant un point de contact permanent au sein des ministères de la Défense afin de faciliter la poursuite des échanges et le partage d'expériences ;
- l'intérêt commun pour développer la recherche stratégique sur les questions climatiques, de sécurité et de défense au sein des centres de recherche liés aux ministères de la Défense ainsi que les échanges entre eux ;
- le souhait de la constitution d'un réseau international, le plus large possible entre ministères de la Défense afin de développer les échanges d'informations, d'analyses et d'expériences sur le réchauffement climatique et ses implications stratégiques ;
- le vœu exprimé pour que la conférence de ce jour soit suivie d'autres, du même niveau et avec d'autres participants, afin de mobiliser la communauté de défense à l'échelle internationale sur les enjeux climatiques.

En conséquence, les ministres de la Défense ont chaleureusement remercié le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de l'Administration de la Défense Nationale du Royaume du Maroc pour sa proposition d'organiser en 2016 une deuxième conférence

des ministres de la Défense sur les changements climatiques et leurs conséquences en matière de sécurité et de défense, dans le cadre de la présidence marocaine de la COP22.

Today, Wednesday 14 October, an international conference of defence ministers devoted to the defence and security issues linked to climate change was held at the Ecole Militaire. It was chaired by Mr. Jean-Yves Le Drian who welcomed his counterparts and ministerial representatives from 33 countries, together with representatives of the United Nations and the African Union.

The discussions enabled us to exchange ideas about the strategic consequences of climate change affecting most regions of the world, and share experience concerning the adaptation measures required in terms of strategic watch, defence ministries' participation in public sustainable development policies, and operational issues.

After these very productive discussions, the first of their kind bringing together a large number of senior political defence officials on the international level, a meeting of ministers was held to draw the conclusions arising from the discussions and examine measures likely to be taken on the national, regional and international level to take current and future changes into account.

Among the general conclusions, the Minister of Defence wishes to highlight :

- the expression of shared concern as to the impact of climate change on international security, already deemed evident, that are likely to play a major role in developments of the security and strategic context in several regions of the world and to exacerbate or even cause internal and international crises;
- an appeal for the success of the 21st Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP21), to be held soon in Paris. To forestall the negative effects of climate disruption on international security, it is essential that the parties to the Convention adopt a universal and ambitious agreement to keep global warming under 2°C looking to 2100;
- the need for defence ministries to participate in public sustainable development policies, in particular via measures to support energy transition and environmental conservation;
- the wish to develop institutional exchanges on these issues, notably by designating a permanent contact point within defence ministries so as to facilitate continued exchanges and sharing of experience;
- the common interest in developing strategic research on climate, security and defence issues within research centres associated with defence ministries, together with and exchanges between them;
- the desire to constitute an as broad as possible international network between defence ministries so as to develop exchange of information, analyses and experience on global warming and its strategic implications;
- the wish expressed that today's conference be followed by others, at the same level and including other participants, in order to mobilise the defence community on the international scale around climate issues.

Accordingly, the defence ministers warmly thanked the Minister Delegate to the Head of Government for the Administration of National Defence of the Kingdom of Morocco for his proposal to organise a second conference of defence ministers on climate change and its consequences for security and defence in 2016, in the framework of Morocco's presidency of COP22.

Pays et organisations internationales représentés officiellement

Officially represented countries and international organisations



- Allemagne / Germany
- Arabie Saoudite / Saudi Arabia
- Australie / Australia
- Brésil / Brazil
- Canada / Canada
- Chili / Chile
- Chine / China
- Congo / Congo
- Danemark / Denmark
- Egypte / Egypt
- France / France
- Espagne / Spain
- Etats-Unis / United States
- Gabon / Gabon
- Ghana / Ghana
- Haïti / Haiti
- Inde / India
- Irak / Iraq
- Italie / Italy
- Japon / Japan
- Maroc / Morocco
- Monaco / Monaco
- Niger / Nigeria
- Norvège / Norway
- Papouasie Nouvelle-Guinée / Papua New Guinea
- Philippines / Philippines
- Pologne / Poland
- Qatar / Qatar
- Royaume-Uni / United Kingdom
- Seychelles / Seychelles
- Singapour / Singapore
- Suède / Sweden
- Tchad / Chad
- Organisation des Nations Unies / United Nations Organization:
- Union Africaine / African Union
- Union Européenne / European Union

RÉUNION DES MINISTRES DE LA DÉFENSE ET DE LEURS REPRÉSENTANTS

Meeting of Defence Ministers and their Representatives



De gauche à droite / from left to right: Gregory Roaveno (Papouasie Nouvelle-Guinée), Giandomenico Magliano (Italie), Abdeltif Loudyi (Maroc), Hamad Bin-Ali Al Attiyah (Qatar), Alejandro Alvargonzalez (Espagne), Charles Richard Mondjo (Congo), Lener Renauld (Haïti), Jean-Yves Le Drian (France), Jean-Marc Todeschini (France), Joël Benaindo Tâtola (Tchad), Bernard Shamlaye (Seychelles), Mahamadou Karidjo (Niger), Jean-Félix Sockat (Gabon).



Conférence organisée par la DGRIS,
sous la direction de Nicolas REGAUD,
avec la collaboration de Nicolas BRONARD, Manh LARGEMAIN, Clément POIMBOEUF, Lucie LELYON et Manon POIRIER.

Conference organised by the Directorate General for International Relations and Strategy,
under the direction of Nicolas Regaud,
with the collaboration of Nicolas Bronard, Manh Largemain, Clément Poimboeuf, Lucie Lelyon and Manon Poirier.

Chef du bureau des éditions / Head of publishing office: Commander Jérôme Baroë
Directeur artistique / Art Director: Jean-Charles Mougeot
Graphiste / Graphic Designer: Christine Pirot
Fabrication / Manufacturing: Jean-François Munier
©DlCoD - Novembre / November 2015

Retrouvez le dossier complet et les interventions en ligne : <https://lc.cx/Zvze>
Contact Organisation : dgris-climate-defence.referent.fct@intradef.gouv.fr

Find the complete dossier and speeches online: <https://lc.cx/Zvze>
Organisation Contact: dgris-climate-defence.referent.fct@intradef.gouv.fr

#COP21



www.defense.gouv.fr